

IDEE DU MOIS



Mai 2014

LA FONDATION IDEA

IDEA est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert, créé à l'initiative de la Chambre de Commerce. Constitué sous forme d'ASBL, IDEA fournit des solutions pratiques et innovantes au sujet des défis sociaux-économiques majeurs du Grand-Duché de Luxembourg.



« PRODUCTIVITE : CLE DE LA REUSSITE ECONOMIQUE FUTURE DU LUXEMBOURG »

Le Luxembourg est un pays hautement productif ; mais on y observe depuis 2007 un recul prononcé du niveau de productivité. Alarmant sur une si longue période, ce recul serait néfaste s'il devait se prolonger. Il faut donc inverser la tendance, les gains de productivité étant la principale source de hausse du niveau de vie d'une population, et le plus « soutenable » vecteur de croissance économique.

Pour parvenir à générer sur long terme des gains de productivité au Luxembourg, 3 vecteurs interdépendants devraient être activés en priorité :

1. **L'amélioration du contexte institutionnel** (réduction des distorsions sur le marché du travail et des barrières réglementaires qui entravent la création de nouvelles entreprises) ;
2. **Le développement du capital humain** (meilleure efficacité du système éducatif afin d'élever la qualité de la main-d'œuvre et de permettre une transformation qualitative des emplois) ;
3. **Le développement des activités entrepreneuriales et de R&D** (éviter que l'emploi public n'agisse comme frein à la créativité entrepreneuriale, supporter la création de jeunes entreprises innovantes, favoriser l'investissement en R&D des entreprises (notamment des PME) afin de stimuler le développement technologique).

INTRODUCTION



Régulièrement évoquée dans le débat économique, mantra du nouveau gouvernement qui incite à « faire plus avec moins », élément récurrent des recommandations faites au Luxembourg par les grandes institutions économiques internationales¹, sujet de préoccupation de la population, la productivité (qui mesure l'efficacité avec lesquelles une économie transforme des facteurs de production en biens et services) demeure néanmoins un concept économique relativement complexe à quantifier.

Mesurer la productivité repose sur des choix méthodologiques - pas toujours partagés- le plus souvent guidés par la disponibilité des données. Il y a ainsi les mesures qui rapportent la production à un seul facteur (on parle alors de productivité unifactorielle), celles qui rapportent la production à plusieurs facteurs (productivité multifactorielle), celles qui s'intéressent à l'économie dans son ensemble, celles qui ne portent que sur des secteurs d'activité donnés, etc.

Le concept de productivité a fait l'objet d'une publication de l'OCDE² dont la finalité était de présenter les fondements théoriques de la productivité et d'en envisager les aspects concrets. De l'aveu même de l'OCDE, les différentes mesures de productivité (unifactorielle ou multifactorielle) présentent des limites qui tiennent à leur interprétation, à leur caractère partiel, etc.

Mais quoique parfois insaisissable, la productivité jouit d'une très grande presse. Cela tient au fait que les gains de productivité sont, sur le long terme, la principale source de hausse du niveau de vie d'une population, et le plus « soutenable » vecteur de croissance économique³.

Comment mesurer la productivité? Comment le Luxembourg se situe-t-il en matière de productivité en comparaison de ses partenaires européens? Comment la productivité a-t-elle évolué? Quels secteurs souffrent de faibles gains de productivité? Comment augmenter durablement la productivité du Luxembourg et ainsi renforcer ses perspectives de croissance et sa position compétitive?

Cette publication fournit des éléments de réponse à ces interrogations. Y est donné un aperçu (non exhaustif) des connaissances en matière de mesure de la productivité. Puis, sur la base des chiffres du STATEC, sont explorés les niveaux et évolutions de productivité au Luxembourg; enfin, sont suggérées des politiques et mesures pouvant être adoptées pour améliorer la productivité du Grand-Duché, et ce faisant sa croissance potentielle.

« Les gains de productivité sont, sur le long terme, la principale source de hausse du niveau de vie d'une population, et le plus soutenable vecteur de croissance économique »

¹ FMI, OCDE, Commission européenne.

² « Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie », OCDE (2001).

³ La croissance économique résulte de l'évolution du volume d'emploi et de la croissance de la productivité du travail.

PRODUCTIVITE: DEFINITION ET MESURES

La productivité est une mesure d'efficacité, c'est le rapport entre les biens et services produits et les facteurs de production utilisés⁴. Traditionnellement, la théorie économique retient deux facteurs de production (capital et travail) ; on se réfère ainsi à la « productivité du capital⁵ », à la « productivité du travail⁶ », et par extension à la « productivité totale des facteurs⁷ ».

Derrière la définition de la productivité, en apparence simple, se cache en réalité un concept difficile à quantifier, comme en témoigne l'existence de multiples façons de la mesurer. Le Tableau 1, tiré des travaux de l'OCDE, en offre une synthèse.

Tableau 1 : Aperçu des principales mesures de productivité

Type de mesure de la production	Type de mesure des facteurs de production			
	Travail	Capital	Capital et travail	Capital, travail et facteurs intermédiaires (énergie, matières et services)
Production brute	Productivité du travail (en production brute)	Productivité du capital (en production brute)	Productivité multifactorielle capital-travail (en production brute)	Productivité multifactorielle KLEMS
Valeur ajoutée	Productivité du travail (en valeur ajoutée)	Productivité du capital (en valeur ajoutée)	Productivité multifactorielle capital-travail (en valeur ajoutée)	—
	Mesures de productivité unifactorielle		Mesures de productivité multifactorielle (PMF)	

Source : OCDE

La mesure la plus couramment utilisée est celle de la productivité apparente⁸ du travail, qui rapporte la production au facteur travail. Il peut s'agir de la productivité horaire - basée sur le nombre d'heures travaillées - ou de la productivité par tête - basée sur le nombre de personnes en emploi. La préférence pour les indicateurs de productivité du travail tient à la disponibilité des données nécessaires à leur construction, à la facilité de les construire, à la possibilité qu'ils offrent de conduire des comparaisons internationales, et à ce qu'ils renseignent en même temps sur d'autres éléments (niveau de qualification des travailleurs, changements techniques, secteurs économiques en déclin, etc.).

Des deux mesures de productivité apparente du travail susmentionnées, la productivité horaire renseigne plus « judicieusement » sur la capacité productive d'une économie, la productivité par tête étant fortement sensible aux caractéristiques propres du marché du travail (durée légale du temps de travail, part du travail atypique (temps partiel, intérim, travail au noir)). Par exemple, suivant l'importance du travail à temps partiel entre deux pays, la comparaison de leur niveau de productivité respectif calculé par le PIB par emploi (productivité par

⁴ Source : OCDE.

⁵ Quantité de biens et services produits par unité de capital.

⁶ Quantité de biens et services produits par unité de travail.

⁷ Assimilable au progrès technique, elle renseigne sur la combinaison des facteurs « capital » et « travail » dans le processus de production.

⁸ Le terme « apparente » souligne le fait que la productivité ainsi mesurée résulte de la combinaison d'autres facteurs avec le facteur travail.

Derrière la définition de la productivité, en apparence simple, se cache en réalité un concept difficile à quantifier

tête) comporte un biais ; ce biais est corrigé en considérant le PIB par heure travaillée (productivité horaire)⁹.

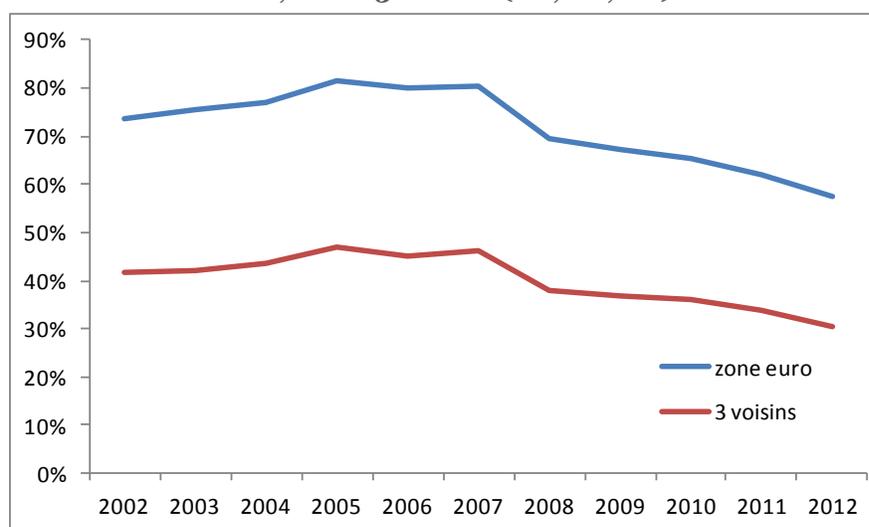
TENDANCES DE LA PRODUCTIVITE (APPARENTE DU TRAVAIL) AU LUXEMBOURG

Il importe de signaler d'emblée que le Luxembourg est un pays hautement productif. Mesurée par le PIB/heure travaillée¹⁰, la productivité du travail y est la plus élevée d'Europe après la Norvège (qui bénéficie de revenus pétroliers). La productivité du travail est ainsi au Luxembourg près de 60% supérieure à la moyenne des pays de la zone euro, et 30% supérieure à celle des trois pays voisins (France, Belgique, Allemagne) en 2012, grâce notamment à l'importance du secteur financier dans l'économie luxembourgeoise.

Toutefois, si la productivité du travail demeure élevée au Luxembourg, elle a fortement décroché depuis la crise (entre 2007 et 2012, la productivité horaire y a reculé de 12%, et la productivité par tête de 14%). En conséquence, l'écart de productivité entre le Luxembourg et ses pays de la zone euro a baissé de plus de 15% entre 2007 et 2012.

Graphique 1 : Ecart de productivité horaire entre le Luxembourg, la zone euro, et ses 3 voisins (All, FR, BE)

L'écart de productivité entre le Luxembourg et ses trois pays voisins a baissé de plus de 15% entre 2007 et 2012.



Source : Eurostat

Lecture du graphique : en 2002, le niveau de productivité horaire luxembourgeois était de 40% supérieur à celui des 3 pays voisins, en 2012 il n'était plus que 30% supérieur.

Ce décrochage s'explique par la conjonction de plusieurs phénomènes. Le dynamisme du marché du travail au Luxembourg (l'emploi a continué de progresser au rythme de 2% par an malgré la crise) et son effet sur le nombre d'heures travaillées ; le maintien dans l'emploi de travailleurs dans des secteurs d'activité en souffrance durant la crise (*labour hoarding*) pour des raisons multiples (crainte de

⁹ La productivité ainsi mesurée n'est toutefois pas la panacée. Il n'existe pas de conventions standards sur la mesure de la durée du temps de travail ce qui peut biaiser les comparaisons internationales. De même, les comparaisons sectorielles ne sont pas toujours robustes, du fait par exemple que le travail intérimaire (à destination de l'industrie) sera classé dans services aux entreprises.

¹⁰ Avec prise en compte des frontaliers.

perdre des travailleurs qualifiés, protection élevée des travailleurs et manque de flexibilité du marché du travail, anticipation de retournement conjoncturel, etc.) ; le fort recul d'activité dans les secteurs financiers et industriels qui représentent plus de 30% de la valeur ajoutée brute totale¹¹.

LA PRODUCTIVITE AU LUXEMBOURG PAR SECTEURS D'ACTIVITE

La productivité du secteur financier est près de 8 fois supérieure à celle du secteur agricole

Les performances en matière de productivité varient d'un secteur économique à l'autre. Ces différentiels de productivité guident généralement l'emploi et les niveaux de rémunération. La productivité du secteur financier¹² est par exemple près de 8 fois supérieure à celle du secteur agricole au Luxembourg.

Tableau 2 : Productivité apparente du travail au Luxembourg en 2012 (EUR par heure travaillée)

Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	14
Industrie, y compris énergie	32,6
Construction	24,9
Commerce	32,4
Services d'hôtellerie et de restauration	16,2
Transports et communications	74,7
Services financiers	110,7
Services immobiliers, de location et aux entreprises	68
Services d'administration publique	57,7
Éducation	45,5
Services de santé et d'action sociale	38,8
Services collectifs, sociaux et personnels	31,9
Services domestiques	12,3
Total de l'économie	51,3

Sources : STATEC /calculs IDEA

De même, les évolutions de productivité diffèrent selon les secteurs d'activité. Ces différences s'expliquent par l'innovation, le degré de concurrence, l'état de la demande adressée aux secteurs, le niveau de qualification des salariés évoluant dans ces secteurs, etc.

Entre 2007 et 2012, la productivité apparente du travail a reculé de 18% dans les activités financières et de 34% dans les activités industrielles, alors qu'elle progressait de 23% dans les activités liées aux transports et aux communications. Plus généralement, 3 secteurs sur 4 (représentant 82% de la valeur ajoutée totale et 85% de l'emploi) ont affiché un recul de productivité sur la période.

¹¹ Ce recul s'explique à la fois par le niveau des coûts élevés au Luxembourg que par la faiblesse de la demande pour les services financiers concomitante à la crise.

¹² Mesurée par la valeur ajoutée horaire.

Tableau 3 : Evolution de la productivité horaire entre 2007 et 2012

Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	9,1%
Industrie, y compris énergie	-34,0%
Construction	-13,8%
Commerce	-21,7%
Services d'hôtellerie et de restauration	-14,7%
Transports et communications	23,5%
Services financiers	-18,2%
Services immobiliers, de location et aux entreprises	-12,8%
Services d'administration publique	1,5%
Éducation	-2,9%
Services de santé et d'action sociale	-10,6%
Services collectifs, sociaux et personnels	-7,7%
Services domestiques	-6,9%
Total de l'économie	-12,0%

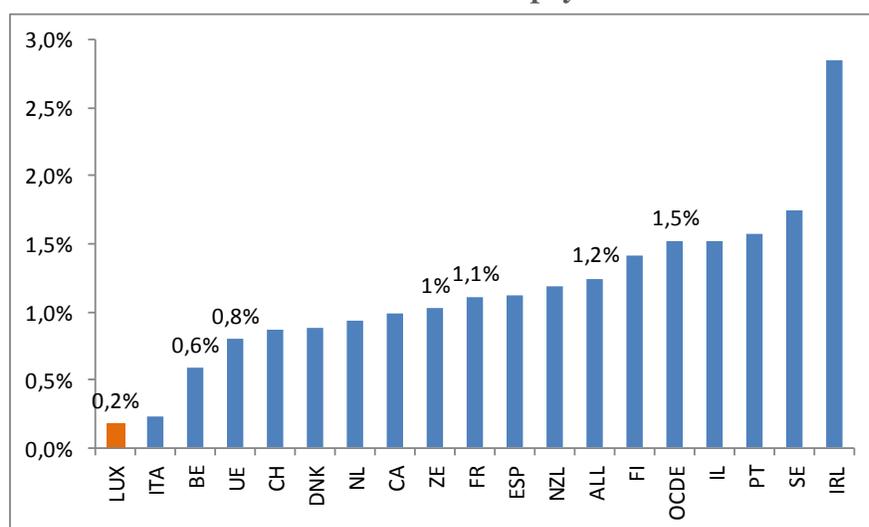
Sources : STATEC/calculs IDEA

Nb : l'importante chute de productivité de certains secteurs d'activité sur la période 2007-2012 pourrait tenir à des aléas statistiques, ce qui confirme le caractère « complexe » de mesure de la productivité.

MESURES VISANT A AMELIORER LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITE

Sur longue période, la croissance économique observée au Luxembourg a principalement reposé sur l'immigration et le développement de l'emploi frontalier (+83% entre 2000 et 2013). La productivité (autre déterminant de la croissance), quoique élevée, n'y a progressé que faiblement. Depuis le début des années 2000, la productivité du travail a progressé, de manière tendancielle, de 0,2% par an au Luxembourg (contre une hausse de 0,8% en moyenne pour l'UE, et +1,2% pour l'ensemble des pays de l'OCDE).

Graphique 2 : Croissance annuelle moyenne de la productivité du travail entre 2000 et 2012 dans les pays de l'OCDE



Source : OCDE

Le Luxembourg risque de stagner dans une trappe de productivité élevée et connaître, à mesure que la population résidente vieillit, la très redoutée stagnation séculaire

Plus inquiétant, il y a depuis 2007 un affaissement de la productivité particulièrement marqué au Luxembourg. Compte tenu du coût de financement de l'Etat providence luxembourgeois (qui nécessite une croissance supérieure à 3%), et de la nécessité d'avoir une croissance économique davantage intensive (basée sur la productivité) et non plus quasi exclusivement extensive (basée sur la hausse de l'emploi et l'embauche de plus en plus de travailleurs frontaliers), il convient de prendre des mesures afin d'inverser la tendance au recul de la productivité¹³.

Sans changement, le Luxembourg risque de stagner dans une trappe de productivité élevée (situation où une fois atteint un niveau de productivité, un pays peine à faire émerger de nouvelles sources de productivité et voit sa croissance potentielle s'affaiblir) et connaître, à mesure que la population résidente vieillit, la très redoutée stagnation séculaire¹⁴ (affaiblissement des perspectives de croissance à long terme).

¹³ Cette nécessité s'explique par le coût social (intégration) et économique (tension sur les prix immobiliers, hausse des dépenses publiques, hausse de la densité de population etc.) induits par une croissance reposant de façon séculaire sur la hausse du travail frontalier et de l'immigration ; mais également par l'incapacité éventuelle à recruter toujours plus de travailleurs en provenance d'ailleurs.

¹⁴ Voir à ce sujet <http://www.cepii.fr/BLOG/fr/post.asp?IDcommuniqu=302>

Comment alors redonner un second souffle à la productivité luxembourgeoise et atteindre la cible gouvernementale d'une hausse annuelle de la productivité de 1,7% jusqu'à 2030¹⁵?

La recherche économique renseigne sur les facteurs qui permettent d'améliorer la croissance de la productivité. Il s'agit principalement du **contexte institutionnel**, du **capital humain**, et du **développement des activités entrepreneuriales et de R&D**, trois domaines dans lesquels le Luxembourg dispose de marges d'amélioration.

¹⁵Voir : www.chd.lu, présentation de 4 plans sectoriels (20 mai 2014).

Le contexte institutionnel

Selon certains travaux académiques¹⁶, c'est principalement le contexte institutionnel qui détermine les gains de productivité. Ce serait ainsi le contexte institutionnel (plus encore que la révolution des TIC) qui expliquerait l'avance des Etats-Unis sur l'Europe en matière de gains de productivité.

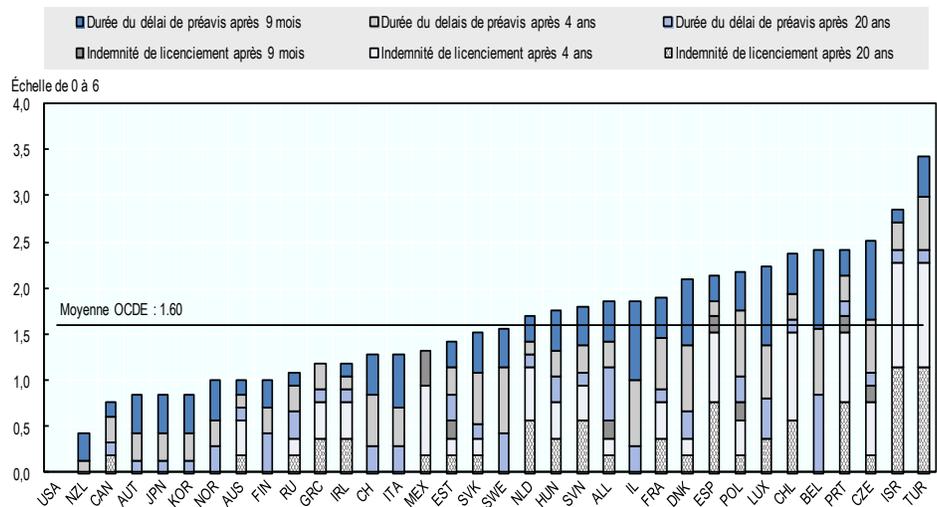
Le contexte institutionnel est la combinaison de plusieurs facteurs parmi lesquels, le niveau d'investissement public, la flexibilité du marché du travail, ou encore l'environnement des affaires. Le niveau d'investissement public et la qualité des infrastructures sont un atout traditionnel du Luxembourg; même si des améliorations sont encore à envisager (concernant notamment les infrastructures de transport).

Il y a toutefois des améliorations possibles (et souhaitables) à entreprendre pour rendre le marché du travail plus flexible et l'environnement des affaires plus porteur.

Vu le niveau élevé de protection des salariés (**graphique 4**) (à l'origine en partie du *labour hoarding* mentionné plus haut), le manque de flexibilité en matière de contrats de travail, et les piètres performances luxembourgeoises en matière de délai nécessaire pour créer une entreprise (**graphique 5**), le contexte institutionnel n'est pas à l'optimum. Ces « lourdeurs administratives » entravent de façon directe (faible flexibilité organisationnelle dans la gestion du travail, prime aux entreprises établies même peu innovantes) la productivité.

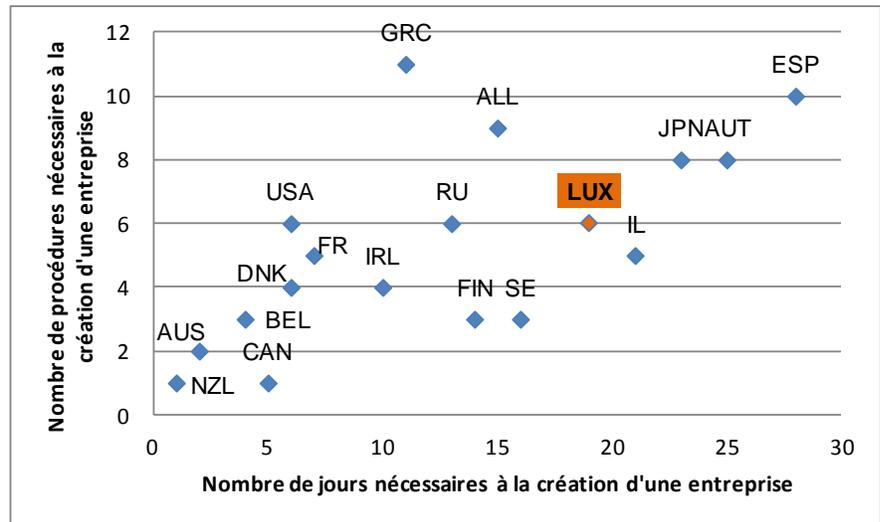
Vu le haut niveau élevé de protection des salariés, la prépondérance des CDI, et les obstacles à l'entrepreneuriat au Luxembourg, le contexte institutionnel n'est pas à l'optimum

Graphique 3 : Protection des travailleurs contre le licenciement individuel dans les pays de l'OCDE



¹⁶ Voir Bosquet Clément et Michel Fouquin, Productivité du travail : les divergences entre pays développés sont-elles durables ? (2009)

Graphique 4: Environnement des affaires dans les pays de l'OCDE



Source : OCDE

Une façon bienvenue d'engager la réflexion sur l'amélioration du contexte institutionnel luxembourgeois serait de mettre sur pied, pour une durée limitée, une commission de la productivité

Une façon bienvenue d'engager la réflexion sur l'amélioration du contexte institutionnel luxembourgeois serait de mettre sur pied (à l'instar d'autres pays¹⁷), pour une durée limitée, une commission de la productivité. Elle serait chargée de conduire des analyses, et de formuler des propositions concrètes sur la manière de réduire les distorsions sur le marché du travail national et d'améliorer l'environnement des affaires.

Le capital humain

Pour un pays comme le Luxembourg (coûts salariaux et minima sociaux élevés, à proximité d'une réserve d'emploi constituée des 500.000 chômeurs de la Grande Région), le capital humain des résidents est à la fois un élément de compétitivité, de productivité, d'activation, et d'activité.

Pourtant, le système d'enseignement au Luxembourg - garant du niveau de capital humain - malgré son budget conséquent est sous-performant. Ses particularités (par exemple la nécessité de maîtriser trois langues) contribuent à ce que les inégalités intergénérationnelles se transmettent, et figent des destins professionnels (notamment des enfants issus de l'immigration). Ainsi, seulement 11% des individus dont les parents avaient un niveau d'instruction faible atteignent le niveau universitaire au Luxembourg (contre 30% au Royaume-Uni et en Finlande, 27% en Espagne, et près de 25% en Belgique et en France). De même, le taux de décrochage scolaire est important au Luxembourg (9,2%) et éloigné des pays européens les plus performants en la matière¹⁸. Par ailleurs, le système global de formation dans le pays (enseignement scolaire, apprentissage et formation professionnelle, formation universitaire, etc.) n'a pas été jusque là en mesure de répondre suffisamment aux besoins en main d'œuvre qualifiée de l'économie comme en témoigne l'afflux de travailleurs frontaliers, et la hausse combinée du taux de chômage et de l'emploi.

Le système d'enseignement au Luxembourg - garant du niveau de capital humain - malgré son budget conséquent est sous-performant

¹⁷ Australie, Danemark, Nouvelle Zélande.

¹⁸ Suède, Finlande, Pays-Bas.

Il s'avère en conséquence nécessaire de réexaminer les filières professionnelles et les cursus académiques de manière à permettre l'accès aux diplômes d'études supérieures aux enfants issus de familles défavorisées et de l'immigration, et à réduire la dispersion des résultats scolaires entre les enfants de différentes classes sociales.

Ce faisant, il y aura une transformation qualitative de la main d'œuvre résidente, et le plus grand nombre pourra accéder aux activités à haut niveau de productivité (TIC, activités financières, services aux entreprises, etc.) et accompagner l'essor de nouvelles activités à haute valeur ajoutée au Luxembourg.

Le développement des activités entrepreneuriales et de R&D

Compte tenu de l'importance de la vivacité entrepreneuriale et du développement d'activités innovantes dans l'amélioration de la productivité, l'évolution dans ces domaines au Luxembourg est pour le moins préoccupante, et appelle à des mesures visant à inverser la tendance.

Le Luxembourg est à la traîne en matière d'entrepreneuriat et le niveau de dépenses en R&D y est faible

Le taux de création d'entreprises¹⁹ au Luxembourg est en dessous des 10% (niveau atteint par de nombreux pays européens) de telle sorte que la part de jeunes entreprises²⁰ dans le nombre total d'entreprises y est faible en comparaison internationale. Cela limite les mutations structurelles de l'économie²¹ et les possibilités d'augmenter le degré de concurrence, avec des effets induits sur l'essor de la productivité. Cette faiblesse de la création d'entreprises s'explique par le contexte institutionnel (cf *supra*) mais également par l'effet d'éviction qu'exerce le secteur public qui garantit salaire confortable et « emploi à vie » aux résidents²² sans prise de risque, et qui indirectement bride la créativité. Pour y remédier, il faudra lever les obstacles à la création d'entreprises²³ et moderniser le cadre de l'emploi public. Une politique d'enseignement (scolaire et universitaire) qui valorise la culture de l'entrepreneuriat est également un levier sur lequel miser.

S'agissant des activités de R&D, certes le Luxembourg est considéré comme « suiveur de l'innovation » et aux portes du groupe des « champions de l'innovation » dans le tableau de bord de l'innovation de l'Union européenne²⁴. Néanmoins, les dépenses totales consacrées à la R&D (1,5% du PIB) y sont largement inférieures aux niveaux belge (2%), français (2,2%), allemand (2,8%), ou des pays nordiques (3,2% en moyenne). De plus, l'intensité de la R&D y suit une tendance baissière, qui trouve son origine dans le recul des dépenses de R&D des entreprises - concentrées dans un nombre restreint de grandes entreprises - qui sont passées de 1,5% du PIB en 2000, à moins de 1% en 2012²⁵.

La politique fiscale n'étant pas neutre vis-à-vis des dépenses de R&D, la réforme fiscale évoquée pour 2016 devrait comporter des incitations favorables à l'innovation et à la création de jeunes entreprises innovantes financées par le capital-risque. Par

¹⁹ Rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1er janvier de cette même année.

²⁰ Créées il y a moins de deux ans.

²¹ Apparition de nouvelles industries.

²² Principalement luxembourgeois (87% des employés auprès de l'administration publique sont de nationalité luxembourgeoise).

²³ Amélioration du contexte institutionnel : simplification administrative, incitations (fiscales et scolaires) à la prise de risque, moindre stigmatisation liée aux faillites, modération salariale dans la fonction publique, etc.

²⁴ http://ec.europa.eu/enterprise/policies/innovation/files/ius/ius-2014-summary_fr.pdf

²⁵ Inverser cette tendance suppose un renouveau industriel, l'industrie concentrant plus de 2/3 des dépenses en R&D.

ailleurs, afin de rendre pleinement efficace la politique d'innovation du Luxembourg et ainsi bénéficier des meilleures retombées possibles des efforts entrepris (rapprochement de CRP²⁶, création de clusters, soutien financier de l'Etat, etc), il serait opportun de sortir de la logique de « multiplication » des secteurs technologiques ciblés (stratégie de saupoudrage) et de se concentrer sur un nombre restreint de secteurs dans lesquels le Luxembourg entend devenir leader (stratégie de concentration)²⁷.

CONCLUSION

Les gains de productivité sont le secret d'une réussite économique durable. Il ne sera donc pas possible pour le Luxembourg d'accroître le revenu par habitant sans augmenter la production par travailleur, c'est-à-dire sans augmenter la productivité du travail. Or, les tendances observées depuis la crise montrent un recul inquiétant de la productivité dans bien des secteurs. Il importe d'inverser cette tendance et de rechercher l'élévation du niveau de productivité. Pour ce faire, il convient d'agir sur 3 ensembles : le contexte institutionnel, le capital humain, et le développement des activités entrepreneuriales et de R&D. Le contexte institutionnel car sans une plus grande flexibilité du marché du travail et la levée des obstacles à la création d'entreprises, la productivité restera bridée par les barrières réglementaires. Le capital humain car sans davantage d'éducation, la main-d'œuvre ne pourra se diriger vers des industries de haute technologie génératrices de productivité. Le développement des activités entrepreneuriales et de R&D car ce sont deux sources traditionnelles d'innovation, et donc de productivité.

²⁶ Le rapprochement entre les centres de recherche publique (CRP) Henri Tudor et Gabriel Lippmann est prévu pour 2016.

²⁷ Avec le choix d'une telle stratégie, le Luxembourg pourrait devenir le lieu privilégié d'essaimage technologique pour les secteurs qu'il souhaite mettre en avant, et ainsi attirer des start-up innovantes de ces secteurs en provenance de toute la Grande-Région qui viendront au Luxembourg quitter le « start » pour le « up ».

A propos de la Fondation IDEA a.s.b.l.

IDEA est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert, créé à l'initiative de la Chambre de Commerce, qui a pour mission de mener des réflexions en faveur du développement durable du Luxembourg et de l'intérêt économique général du pays. Constitué sous forme d'association sans but lucratif, IDEA souhaite contribuer à l'amélioration de la qualité du débat socio-économique, d'une part, en l'alimentant par des analyses économiques rigoureusement recherchées et documentées et, d'autre part, en proposant des pistes novatrices pour relever les grands défis d'avenir.

IDEA invite le public à discuter contradictoirement les analyses, idées et propositions qu'elle publie et organise à cet effet régulièrement des conférences-débats, des tables rondes et des ateliers thématiques sur des sujets très divers revêtant une importance capitale pour l'avenir socio-économique du Grand-duché de Luxembourg.

Au cœur d'IDEA se trouve son site Internet interactif. L'internaute y trouvera, outre des informations générales au sujet d'IDEA, l'ensemble des analyses, idées, publications, vidéos et infographiques animées élaborées par IDEA pour alimenter le débat public. Le site propose également aux personnes intéressées la possibilité d'abonner une newsletter, leur permettant de rester informées sur l'ensemble des publications et événements proposés par IDEA.

Gouvernance

IDEA est administré par un Conseil d'administration (CA). Le CA a les pouvoirs les plus étendus pour gérer l'association. Il en définit les orientations et les priorités générales en concertation avec le Conseil scientifique (CS). Le CA pourra déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière à un directeur chargé des affaires courantes.

Le Conseil scientifique (CS), actuellement en cours de constitution, est nommé par le CA pour un terme renouvelable de 3 ans. Il a pour vocation de conseiller et d'accompagner IDEA quant à la pertinence et l'opportunité des projets et activités menés. Il a un droit de regard sur les études, les prises de position et les pistes de réflexion élaborées et doit approuver les principales contributions mises au point. Il veille à ce que les activités menées s'inscrivent dans les missions stratégiques et opérationnelles définies par les statuts. Le CS se prononce également sur la qualité scientifique et méthodologique des travaux. En outre, il intervient dans les travaux de l'association de son initiative propre ou sur demande du CA.

L'Equipe opérationnelle (EO) prépare les travaux et les contributions à élaborer par IDEA. Il incombe à l'EO de transformer les lignes directrices du CA en priorités de travail de l'association et de suivre constamment les avis et recommandations du CS dans le cadre de l'élaboration de ses contributions. Les travaux administratifs et de fonctionnement sont également du ressort de l'EO.

Pour plus d'informations :

www.fondation-idea.lu

www.twitter.com/FondationIDEA

Contacts de l'Equipe opérationnelle :

Marc Wagener, tél: 42 39 39 376, marc.wagener@fondation-idea.lu

Michel-Edouard Ruben, tél. 42 39 39 441, michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu

Jérôme Merker, tél. 42 39 39 354, jerome.merker@fondation-idea.lu

Lynn Schetgen, tél: 42 39 39 486, lynn-schetgen@fondation-idea.lu